

ACTUALITE ET RAISON D'ETRE DES QUARTIERS ANCIENS

L'action entreprise par une petite minorité au nom de la défense du patrimoine artistique et de la nature, a atteint aujourd'hui ce qu'on peut appeler « le niveau publicitaire ». La presse, la radiodiffusion et la télévision consacrent place et temps aux cris d'alarme et aux dénonciations; l'Etat renouvelle de temps en temps, d'année en année, sa ferme intention d'adopter des lois nouvelles et nomme dans ce but des commissions. Simultanément, les congrès alternent avec les expositions : « Italie à sauver », etc... Aucun doute que l'argument ne fasse l'objet d'une publicité comme tant d'autres, et qu'il soit parvenu à une divulgation notoire auprès de tous les organismes qui contribuent à former l'opinion publique.

D'autre part, il est indéniable que la seule nouveauté consiste dans la constatation que la situation empire. On renvoie perpétuellement la solution des problèmes, tandis qu'on attribue aux quelques hommes de bonne volonté le mérite de s'être battus au nom de la cause et qu'on les exhorte à persévérer dans leur engagement difficile et anachronique, ne serait-ce que parce que la patrie leur sera reconnaissante. C'est ainsi que les rares personnes qui ne craignent pas l'accusation facile de moralisme et de conservatisme, du moment qu'elles sont profondément convaincues de la légitimité et du sens profond de leur cause, sont devenues des « dramatis personae », à savoir des masques véritables, dans le sens ancien comme dans le sens actuel et psychoanalytique du mot « persona ». Et ceci concorde parfaitement avec les réserves que tous les intellectuels liés au service de l'économie de consommation font d'une façon prudente, évasive et retenue, contre le désir de faire du moderne la continuation de l'ancien.

L'objection la plus souvent présentée revient à dire : Il ne suffit pas de réclamer une participation majeure, il faut des propositions pratiques, des suggestions concrètes. Mais celui qui choisit de prendre une telle attitude a doublement tort : en premier lieu, car cela suppose qu'une matière aussi délicate et complexe que la rencontre entre l'ancien et le nouveau puisse simplement se résumer en une série de règles d'interventions; en deuxième lieu, parce que le fait même de prendre une position d'attente et d'interrogation en face des efforts accomplis par certains, équivaut à distinguer et à séparer des responsabilités qui devraient être en réalité assumées par tous.

Une autre attitude, plus primaire et caractéristique, est celle qui consiste à dire que la vie actuelle nous impose

trop de nouveautés pour que l'Histoire puisse encore avoir pour nous une valeur ou un sens quelconque. Voici ce qu'écrit un architecte qui se propose pourtant d'enseigner aux jeunes : « Je suis en désaccord total avec ceux qui tentent de classer systématiquement, d'une manière ou d'une autre, un ancien patrimoine culturel et historique en termes vitaux. Le monde change, les mythes sociaux et politiques s'écroulent (imaginons les mythes historiques !); on acquiert de nouvelles connaissances, on conquiert de nouvelles possibilités de vie; de plus en plus le passé peut être réduit au souvenir d'un moment à renfermer dans un microfilm, et certainement pas comme document indispensable de la civilisation actuelle. » Je suis sûr que certains me reprocheront d'avoir eu recours à un exemple d'une telle pauvreté intellectuelle. Cependant, on ne peut nier qu'il ne constitue un témoignage typique du courant actuel d'évasion des responsabilités et que, à cause de son aspect moderne à bon marché, il ne soit plus répandu que l'on ne serait porté à le croire, spécialement parmi ceux qui ont une fonction de premier ordre dans l'élaboration des horreurs dont les nouveaux centres urbains sont constellés. C'est pour cette raison que j'affirme justement et sans faire aucune calomnie que, lorsque les architectes et tous ceux qui travaillent sous cette qualification se rallient au jugement que je viens de citer, ils méritent les qualificatifs d'incultes et d'immodestes.

En réalité, un acheminement certain de la science moderne est reconnaissable dans la tension extraordinaire qu'elle développe, non seulement vers le futur, mais aussi vers le passé; et pas seulement vers un passé auquel nous pouvons encore nous sentir directement liés, mais encore vers un passé plus lointain ou plus reculé. Croire que le vif intérêt manifesté à la culture soit uniquement tourné vers les aspects qui définissent la vie dans le futur, signifie croire, en fait, que les valeurs et le sens de l'existence aboutissent essentiellement aux conquêtes technologiques; d'où l'attitude banale qui se tourne exclusivement vers l'avenir, d'autant plus répandue qu'elle ne coûte rien; d'où aussi les tendances de la nouvelle garde qui, contrairement à celle qui la précéda il y a 50 ans, a comme maître-mot l'obéissance absolue à la volonté des forces répressives. Que l'on pense à l'avant-garde des urbanistes de ces dernières années et à sa recherche de formalismes nouveaux qui préfigurent la ville de demain. Ils s'inspirent des structures en forme de réseau à construire au-dessus des

villes : telle la ville de Paris, dont les attractions touristiques pourraient être préservées en lui superposant une nouvelle ville faite de « nappes structurées » ou d'armatures architecturales en forme d'entonnoir ou de pyramide avec des rues à niveaux superposés. Le but commun de semblables inventions est la densité maximum, le moyen de comprimer l'humanité en raison directe de l'énorme accroissement démographique, que le conformisme de la néo-avant-garde accepte sans discuter comme la réalité certaine de demain. Mais cette réalité pourrait être, bien plus utilement celle de la ville souterraine, comme nous la propose le spirituel biologiste Asimov, afin de réserver le sol à l'agriculture ou plus vraisemblablement en prévision du désert atomique, né de la destruction à peu près totale, résultat inévitable du fléau démographique.

A propos des « recherches formelles » citées plus haut, l'urbaniste C. Alexander, dans ses *Notes sur la synthèse des formes*, écrit : « Aujourd'hui, il n'est plus possible d'échapper à la responsabilité d'une action consciente, en travaillant (comme autrefois) en sécurité au sein du refuge des styles académiques. Mais l'architecte qui n'est pas à la hauteur de son travail et ne veut pas affronter les difficultés, se fie de plus en plus à sa position « d'artiste », à la suggestion du mot-clé, aux idiomes personnels et à l'intuition parce que tout ceci le délivre du poids de toute décision. Livré à ses seules ressources, incapable de s'adapter à la complexité des informations qu'il devrait classer, il cache son incompetence sous un délire d'individualisme artistique. » Et ici, dès lors que je m'adresse à des lecteurs plus ou moins bien informés, je n'ai pas besoin d'expliquer qu'il n'est pas difficile, en partant de semblables constatations, d'arriver à la contestation et à la dénonciation des vagues enseignements sur « la composition architectonique » dans nos écoles, c'est-à-dire à ce que l'on ne peut pas enseigner.

Attention, il n'est pas dit pour autant que la néo-avant-garde n'obtienne pas déjà un résultat positif. Qu'elle s'appelle « Architecture prospective » ou « Archigram », elle donne l'occasion d'une confrontation publicitaire très utile aux spéculations d'aujourd'hui. Du moment que des architectes à la page offrent de semblables prévisions pour le futur, il n'est pas dit qu'il soit impossible d'avancer quelque hypothèse de travail dans ce sens, puisque le futur est déjà commencé. Ainsi, la néo-avant-garde qui se dérobe à tout engagement culturel et donc à toute discussion critique, se met au service du pouvoir qui, de son côté, l'inscrit au chapitre de la publicité culturelle. Du reste, ces mêmes adeptes de la néo-avant-garde figurent peut-être sous un autre nom dans un secteur différent comme auteurs de projets tout à fait normaux.

Mais pour mettre en évidence l'absence de colloque entre l'ancien et le nouveau, il est nécessaire de confronter la culture des architectes « militants » avec celle des tuteurs officiels des centres anciens et du paysage. On sait que l'importance pécuniaire du problème, dans

un pays comme le nôtre, s'exprime par des témoignages significatifs.

Pour ne pas répéter, sinon assez brièvement, ce qui a déjà été dit ailleurs, on peut affirmer que si, d'un côté, on accomplit dans l'intérêt du capital privé l'effort de réduire au minimum possible les frontières de l'objet à sauvegarder, de l'autre, on y oppose des limites et des interdictions souvent tardives et culturellement peu qualifiées. Dans les cas les plus heureux, les organismes nationaux arrivent à peine à mettre un frein à l'amplification destructrice; il n'est pas rare de rencontrer des obstacles élevés par le pouvoir central contre la direction des Beaux-Arts, alors qu'il devrait en appuyer l'autorité et la fonction. Mais ceci s'accorde parfaitement avec une réalité politique entièrement assujettie au pouvoir des forces économiques. On peut donc affirmer que ce qui distingue le plus la vie économique italienne est la vexation continue que l'intérêt privé fait subir à l'intérêt public.

Si cela est vrai, toute exhortation tendant à donner de l'essor à l'éducation publique semble donc velléitaire et empreinte de rhétorique; non parce qu'un appel à une prise de conscience plus étendue des problèmes ne soit pas justifié en soi, mais parce que croire que le mal que nous déplorons dépend d'une information insuffisante, détourne de la considération de la vraie cause, qui est celle de notre assujettissement total aux forces coalisées de l'argent et de la politique.

Et pourtant, par une ironie du sort, l'un des pays les plus avancés dans l'étude des problèmes urbanistiques des villes anciennes et de la restauration des monuments, est le nôtre; le fait en est universellement reconnu. Mais la reconnaissance de la faible incidence de notre expérience spécifique en ce domaine ne contribue qu'à rendre plus odieux et plus intolérable le gaspillage qui s'opère de nos réserves naturelles et de notre patrimoine artistique.

Dans un pays dont la *Weltanschauung* est précisément le gaspillage, qu'il soit des biens matériels ou des mots, il est inévitable que l'équivoque et l'incommunicabilité règnent souverainement, malgré tous les écrits, les congrès et les déclarations de principe. L'abîme entre ce qui est et ce qui devrait être semble impossible à combler; et les intellectuels, sans oublier ceux que l'on qualifie d'« engagés », ne sont pas disposés à risquer quoi que ce soit en dehors du domaine des rapports purement instrumentaux. L'engagement qualitatif sérieux contre le pouvoir de la quantification semble être désormais « démythifié ».

Toutefois, il est impossible de traiter de l'urbanisme et de l'architecture d'aujourd'hui sans rechercher les raisons communes de la crise de notre civilisation : c'est-à-dire, celles qui sont présentes et concrètes dans les structures urbaines, de même que dans chaque aspect de notre vie en société.

Le refus des responsabilités par la culture contemporaine semble exprimé d'une manière efficace dans cet

extrait de l'œuvre de A. Dupront : « ... au lieu d'être un « bien acquis », la culture est devenue un droit, c'est-à-dire un bien de distribution. Surtout définie par signes, en quoi concerne-t-elle la vie sinon du point de vue alimentaire ? D'autant plus que, du moins en Occident, elle a perdu toute valeur ascensionnelle et donc thérapeutique. Aussi passive que les intellectuels, semblable à eux dans le fait qu'elle est peu engagée, c'est-à-dire qu'elle a peu de prise sur la réalité; ceci pour la culture, « se cultiver » est autre chose : comme il arrive souvent, le verbe, expression de l'action, retient plus longtemps sa saveur originale. Se cultiver est exercer un travail actif sur soi-même et en même temps signifie contemplation et élévation. Mais combien pèsent d'une lourde présence « culture » et pire encore « culturel », mot adapté pour tous les usages, dans lequel les négociateurs, que l'on indique comme réalistes, flanquent tout ce qui reste : politique, économique, social, scientifique et technique, déduits glorieusement ? Grâce à la mécanisation agricole actuelle, la culture, dans le langage courant, tend à devenir elle aussi résiduelle : on ne cultive plus que son propre jardin, son propre champ, ou soi-même, enfin des petites surfaces. Si nous prenons la culture en dehors de la rhétorique des discours ou des programmes, uniquement pour son contenu substantiel, nous constatons que le mot ne comprend plus, ni les coutumes, ni les usages, ni les façons de vivre. D'une attitude en présence de la vie ou de la mort, on ne dit pas qu'elle est du ressort de la culture; et on le dira moins encore pour notre économie alimentaire ou notre façon de vivre, de passer le temps ou de le tuer. De la culture, comme de la civilisation, il reste en filigrane mental, l'impression d'un « niveau » à atteindre ou à faire atteindre, presque rien d'autre; on n'a guère soin de la matière que ce niveau reçoit, qu'elle soit « barbare ou chair de notre âme » (*L'Acculturation*). Et pourtant, malgré son acuité, une semblable définition des aspects plus généreux de la culture contemporaine a très peu de probabilité d'être accueillie, précisément à cause de ce qui devrait la rendre légitime, à savoir le rappel à la participation totale et responsable qui ne peut être autre que la condition de son existence. Ainsi, il arrive fatalement que chaque discours analogue nous amène encore une fois à reconnaître la persistance de l'équivoque entre les moyens et les fins; la capitulation facile de notre monde en si rapide changement ne permet pas de prendre le risque d'être démenti par de nouvelles circonstances imprévues. C'est ainsi qu'un problème se pose pour chaque objectif dont la réalisation exige, non seulement la durée d'un engagement, mais aussi l'exclusion d'objectifs à des fins contraires. On en trouve précisément un exemple dans l'échec répété de chaque urbanisme : c'est le fait de consentir à la multiplicité a été dépassé par les circonstances, et on proclamera bientôt la nécessité de la rédaction d'un nouveau plan, sans pour cela éliminer les causes qui ont motivé l'échec du précédent. Aussi bien des nouvelles dettes et des compromis nouveaux s'ajouteront à ceux du passé, et la rédaction de l'enième plan devra en tenir compte.

Si bien que les commissions techniques, auxquelles est confié le soin de juger et de conseiller, constatent que leurs discussions, loin de se tenir aux limites de leur compétence spécifique, s'en écartent et interprètent les lois et les règlements. L'aide des experts légaux, qui participent aux commissions en tant que représentants des pouvoirs publics, ne suffit pas à les délivrer de telles incertitudes. Les experts eux-mêmes sont embarrassés par la difficulté de mener de front l'observation rigoureuse des lois et la réalité des situations créées. Très souvent, les lois provisoires et les dérogations, voire les abus, posent des problèmes trop compliqués pour qu'il soit possible de les résoudre sans donner lieu à des lois provisoires ou à des différends, tandis que l'équivoque entre le rôle de la politique et celui de la culture demeure et qu'elle continue à accroître l'irresponsabilité.

Ce qui, d'ailleurs, n'empêche pas qu'une « culture urbanistique » se développe avec ampleur en multipliant les propositions. Elle indique des solutions nouvelles ou présage de perspectives qui devraient rendre les perspectives actuelles vaines et inopérantes.

En d'autres termes, le discours sur l'urbanisme peut servir d'exemple ou si l'on préfère de cas limite, de cette absence de prise sur la réalité qui distingue notre culture, bien qu'on parle tant de « démythification », de « choix », etc... Naturellement, ce n'est pas qu'on ignore les bases réelles des importantes réserves citées ci-dessus; mais nous nous refusons à faire un effort de cohérence, car celui-ci impliquerait le respect absolu de ces priorités d'intervention qui découlent d'une priorité de valeurs reconnues. Si, effectivement, notre participation n'était pas passive et résignée pour tout ce qui concerne justement « le comportement devant la vie », tant de formes éloignant l'homme d'un destin meilleur ne pourraient se répandre avec une telle facilité car elles seraient visiblement contraires à l'engagement qui se serait déjà révélé nécessaire et improrogable.

Le principal exemple d'incohérence entre notre comportement, pris dans son sens le plus général, et la réalité de fait se voit aujourd'hui, pour chacun de nous, et d'une façon éclatante, dans le trafic automobile et dans les destructions et les horreurs que son accroissement incontrôlé provoque dans tous les centres d'habitations. A ceux qui répliquent en affirmant que « l'industrie et le progrès doivent avoir un prix », il convient de répondre que ce prix ne devrait pas pouvoir impliquer le sacrifice de cette condition humaine elle-même, que l'industrie et le progrès étaient appelés à servir à l'origine. Cependant, nous continuons à refuser la cohérence et la priorité car nous sommes totalement dépendants de forces économiques dont le développement illimité se fonde sur la dilapidation du patrimoine biologique, des ressources naturelles et du paysage, de la même façon que nous devient étranger ce que nous pourrions appeler le paysage intérieur de l'homme. Jusqu'alors en effet, on n'a pas mis suffisamment en évidence de quelle

façon l'atteinte portée au paysage correspondait inévitablement à un appauvrissement de notre vie intime, même si quelques petits avantages pratiques nous étaient offerts comme un enrichissement, alors qu'ils sont au contraire payés au prix le plus fort, celui de l'augmentation de notre inertie morale.

Le problème du trafic atteint son paroxysme et prend en même temps des apparences puérides. On ne construit ni parkings ni galeries souterraines, tandis que les voitures occupent toujours davantage les rues, les places, les trottoirs en éliminant ce qui reste du champ urbain et de la cohabitation civile. Néanmoins, pareille situation n'est pas dénoncée comme un mal intolérable auquel il convient de remédier rapidement, un cas de priorité absolue en somme.

Sa solution est renvoyée tacitement, malgré les doléances de tous et l'accroissement des névroses; si on voulait changer sérieusement la situation, il faudrait, en effet, contrôler et conditionner cette domination de la production industrielle que nous sommes appelés à servir au contraire sans limites et sans conditions. Il n'est pas dit cependant que rien ne se fasse entre-temps. De nouvelles routes se construisent : équipées, tangentielles, à écoulement rapide, etc..., routes qui ne résolvent pas du tout le problème, tandis qu'au travers des contributions de l'Etat, elles fournissent des investissements utiles au capital privé. L'augmentation de la congestion mécanique reste ainsi la promesse d'un futur qui s'adresse entièrement à l'augmentation de la production des machines, de l'acier et du ciment, quelle que puisse en être la conséquence sur le destin des hommes.

Dans ce sens, le refus des urbanistes de considérer les besoins de l'homme dans tout leur ensemble et leur urgence est typique et significatif : si vous adressez à l'un d'eux une objection inspirée justement d'une vision non technique, il vous répondra par un vague soupir ou même plus probablement, vous regardera avec des yeux absents sans fournir de réponse. Aujourd'hui, à ceux qui participent activement, à la fois comme acteurs et comme spectateurs, à la scène de la vie italienne, certains aspects particuliers de notre comportement, je dirai encore une fois de notre « attitude en face de la vie », ne peuvent échapper. Selon le jugement le plus commun et le plus naturel, les récents désastres nationaux de Longarone, Venise et Florence, ont dénoncé avec une tragique évidence notre désormais traditionnelle imprévoyance. Comme on sait, les dépenses et les soins, à caractère d'absolue priorité, parce que se rapportant à des devoirs ne pouvant pas être renvoyés, qui devaient être destinés à l'administration ordinaire du patrimoine commun et à l'amélioration des équipements existants, ont été négligés. En revanche, la tendance à l'improvisation démagogique a fait négliger le paiement des dettes au profit de nouvelles dépenses pour lesquelles il pouvait y avoir des « rubans à couper »; et ainsi, contre l'alarme réitérée des techniciens a prévalu l'optimisme velléitaire des « réalisateurs ». Les dures leçons infligées par les récentes catastrophes ne semblent

pas avoir été suffisantes pour changer notre comportement. Chacun de nous, en effet, peut remarquer comment partout aujourd'hui peut arriver la même chose, sur une petite ou sur une grande échelle. Tandis que l'Etat ou la commune justifient l'insuffisance des améliorations et des restaurations des équipements existants, en donnant comme motif habituel le manque de fonds, le capital privé est prêt à réaliser de nouvelles entreprises productrices. Les grandes institutions immobilières, les banques et les ex-sociétés électriques ont besoin d'investir des capitaux importants; il arrive alors que l'on ne veille pas à accomplir les opérations nécessaires de contrôle et de sécurité d'un territoire instable, comme par exemple celui de la presqu'île sorrentine, et qu'on projette une nouvelle route en amont sous le prétexte que l'actuelle route n'est non pas seulement dangereuse mais insuffisante; le vrai but de l'entreprise est en réalité de mener, au profit du capital privé et avec le subside du bien public, l'exploitation en bâtiment de vastes zones qui devraient être au contraire rigoureusement sauvegardées pour leurs très beaux paysages, pour le fait d'être des réserves naturelles et pour leur importance agricole. En outre, si l'on objecte qu'une forte augmentation du tourisme n'est pas désirable dans une zone déjà excessivement exploitée, on répond que pour les nouvelles initiatives le respect du paysage sera garanti, comme si cela était déjà arrivé en quelque endroit et comme si l'on ne continuait pas à enregistrer partout la destruction du paysage par une spéculation incontrôlée. L'ensemble des horribles bâtiments qui nous entourent ne semble pas constituer un argument suffisant. On répond que si l'on a mal fait jusqu'à présent, il n'est pas dit qu'on doive continuer à le faire; en ce cas, il convient de répéter qu'aucun fait nouveau n'est intervenu pour déterminer une nouvelle situation et qu'il n'y a aucune raison de croire que les choses s'amélioreront, du moment qu'elles n'ont fait qu'empirer jusqu'à maintenant.

Ceci me semble être le point essentiel de la question, et il serait sot et hypocrite de chercher à faire passer pour idéalistes abstraits, saboteurs ou ennemis publics ces rares hommes de bonne volonté qui continuent à dénoncer l'irresponsabilité aux exigences les plus urgentes, il faudrait au moins que la priorité des interventions soit respectée et que l'initiative privée ne contribue pas à détériorer la situation par un urbanisme de l'improvisation et du désordre. Sans doute une conscience sérieusement engagée laisserait-elle moins de marge aux aventures; mais c'est peut-être la seule révolution que nous puissions faire utilement. Je proposerai même à titre d'essai que les Italiens renoncent à être « géniaux » pendant dix ans au moins, c'est-à-dire durant le temps présumé nécessaire et suffisant pour payer au moins les plus grosses dettes du passé. Peut-être après une période d'anonymat et de persévérance se persuaderont-ils de la nécessité des sacrifices à accomplir au nom de l'administration ordinaire et donc de l'opportunité de

donner seulement un faible pourcentage de leurs moyens et de leur temps aux initiatives géniales et publicitaires. Il est probable que l'inconscience sera alors évidente avec laquelle des milliards ont été dépensés pour les Pavillons d'Exposition à l'étranger ou pour des Jeux Olympiques improvisés, alors que rien n'a été fait pour nos émigrants et moins encore pour la conservation de notre patrimoine artistique et naturel.

Le manque d'espace dont nous souffrons un peu plus chaque jour n'est bien entendu pas la conséquence de la subsistance des formes du passé, mais celle de la super-activité du présent. Le sens de l'imprévoyance et du gaspillage qui domine toute la vie moderne et en particulier la vie moderne italienne, est évident dans les initiatives qui couvrent tous les domaines et toutes les directions, dans la quantité indescriptible qui emporte et annule aussi bien l'espérance d'une qualification moderne que la subsistance de toutes les valeurs de qualification du passé.

Ceux qui sont capables de mesurer sur le plan national l'activité urbanistique et industrielle de notre pays ne peuvent pas ne pas considérer avec la plus vive préoccupation la réduction rapide de toute marge de réserves. L'adoption sans limite des critères de l'économie américaine, fondée sur la production et la consommation maximum et qui, au témoignage d'hommes sensibles aux valeurs civilisatrices, accuse déjà des signes de crise sur son continent aux possibilités d'expansion énormes, est en elle-même la cause première de l'extrême difficulté qu'il y a à défendre le patrimoine artistique et naturel d'un petit territoire comme le nôtre, où les zones plates et par conséquent les plus exploitées correspondent au cinquième de la superficie totale.

En ce sens, on ne répétera jamais assez que n'importe quelle conservation de biens publics et n'importe quelle recherche pour une rencontre convenable entre l'ancien et le nouveau, ne constituent pas des problèmes indépendants l'un de l'autre, mais qu'elles font ensemble partie du cadre de notre activité productrice.

Il est également juste de souligner que la nostalgie de la ville ancienne est aussi alimentée par l'échec de la ville nouvelle, par le cadre d'horreur, de laideur et de dépaysement qu'elle réalise autour de nous et qu'on ne peut pas fuir. La solution, préconisée par quelques-uns, de distinguer ce qui doit être rigoureusement respecté de ce qui doit être laissé à la « nouvelle dimension », signifie justement nier toute aspiration à une continuité de la culture et reconnaître dans les formes nouvelles de vie, sinon une promesse positive, du moins un renoncement nécessaire en fonction d'une compensation positive que nous savons au contraire inopérante. La destruction des valeurs du milieu est perpétrée d'une façon systématique de la même manière et pour les mêmes raisons pour lesquelles n'importe quel milieu compris positivement, c'est-à-dire comme association de vies et sens du voisinage, est toujours absent dans les aspects nouveaux de l'urbanisme; ainsi

en est-il des besoins fictifs grâce auxquels la société technologique nous maintient en esclavage, réalisant dans la solitude de chacun d'entre nous cet état de résignation nécessaire à la répression des besoins réels. A ce propos, une analogie éloquente, ou mieux une concomitance des facteurs qui déterminent dans leur ensemble le rejet des valeurs du milieu, est celle fournie récemment par l'écrivain américain Herbert Marcuse.

Auparavant un horizon était présent ainsi qu'un minimum d'expériences libidineuses qui a cessé d'exister aujourd'hui : « Avec sa disparition qui est en elle-même une condition historique du progrès, toute une dimension d'activité et de passivité humaine a perdu son caractère érotique. Le milieu où l'individu pouvait trouver du plaisir, dont il pouvait faire l'objet d'un attachement affectif à peine moins important que s'il s'agissait d'une partie importante du corps, est l'essence de ce que le pouvoir puissant de la société technologique est disposée à tolérer comme une survivance marginale et donc inoffensive; tandis que si le sens des valeurs du milieu conserve toute sa cohérence, il devient un danger pour la société qui se développe dans la mesure où elle le conteste et le renie. » A ce propos le comportement de ceux qui ne sont pas résignés est habituellement taxé de romantisme; mais à ceci aussi, Marcuse donne une réponse exacte : « Romantisme est un mot employé à des fins de diffamation satisfaisante, à laquelle on a facilement recours pour décrier les positions d'avant-garde, ainsi que la parole *décadente* revient à dénoncer bien plus souvent les caractères naturellement progressifs d'une culture mourante que les vrais facteurs de décadence. Les images traditionnelles de l'aliénation artistique sont en effet romantiques dans la mesure où elles sont esthétiquement incompatibles avec la société qui se développe. Le fait d'être incompatible avec celle-ci est le signe de leur vérité. Ce qu'elles rappellent et conservent dans la mémoire appartient au futur : ce sont des images d'une gratification capable de dissoudre la société qui la supprime. »

Pour l'argument qui nous intéresse ici, il reste à ajouter que tout autre est le faux romantisme des sentimentaux, celui qui pleure les vestiges du passé et demande qu'un simulacre au moins soit épargné, chose que le domaine répressif, en s'appropriant aussi la fonction de mécène de la nostalgie, est bien disposé à accorder; il s'agit, en effet, d'épisodes particuliers avec des limites précises à inscrire au chapitre du tourisme. Le cas est différent s'il s'agit d'un milieu organique qui, comme tel, prétend affirmer une continuité entre le passé et le présent, c'est-à-dire qui ne se pose pas comme une exception qui demande à être seulement tolérée, mais comme une défense active de la mémoire, condition indispensable pour la liberté de contester et de refuser le présent dans son aspect négatif intolérable.

Il pourrait être utile encore de relever le nombre des cas où la partie la plus vivante des villes européennes continue à être la partie ancienne; la preuve en est entre autres qu'on préfère s'y établir pour en exploiter

les valeurs stimulantes, pour les manifestations les plus ambitieuses d'art et de mode d'aujourd'hui. En d'autres termes, la société moderne technologique dans son incapacité d'accroître le milieu humain « comme une partie importante du corps » exploite les espaces qui conservent le mieux de telles qualités requises, tandis qu'en même temps elle les comprime et les réduit à ce minimum qui permette encore son exploitation.

Le recours organisé à des aspects analogues est également prouvé par des cas plus éloignés et apparemment plus différents. Ainsi, de la même façon que nous devons nous résigner à considérer la conservation du patrimoine d'art et des paysages consacrés à la faune comme une exception anachronique et bien délimitée, des moyens sont en cours d'étude pour défendre le patrimoine constitué par la faune aquatique et ses installations naturelles en projetant de circonscrire certaines zones côtières pour les soustraire au pillage sans limite de l'économie actuelle de consommation.

En conclusion, si nous voulons exprimer quelque chose de neuf à propos de la conservation de la nature et du milieu, nous ne pouvons pas faire autrement, me semble-t-il, comme je le disais au début, que de pousser à une cohérence extrême les raisons qui ont été main-

tenues jusqu'alors dans les limites fixées par une exigence exceptionnelle, sinon presque par des cas d'espèces qu'on voudrait avec propitiation supprimer du contexte de la même manière qu'on supprime les centres anciens des projets d'urbanisme afin de les résoudre à part.

Il convient au contraire que le monde de la mémoire devienne une force active, un argument de comparaison et de confrontation légitime, un témoignage implicite et une dénonciation de ce que l'homme est contraint de sacrifier et de détruire au nom de la quantification. Il faut démentir la sottise accusation selon laquelle on veut paralyser la création moderne au nom d'un passé unique, quand il s'agit au contraire d'exiger une nouvelle qualification et donc une création authentique qui, comme telle, enrichisse le monde de la mémoire et non pas le nie.

Ces considérations devraient être suffisantes pour démontrer que, lorsque nous parlons de valeur du milieu et de la nature, nos raisons sont plus profondes que ne le laisseraient croire les formalismes évasifs de la néo-avant-garde et les planifications dictées par le conformisme et la résignation devant l'horreur qui progresse.

Roberto PANE
(Naples).

SUMMARY

Italy's present attitude is created by the systematic power that private enterprise manages to wield over the public interest. While there is never enough public money to protect the nation's heritage of art and natural beauties, private investment undertakes enterprises that often do nothing more than damage to the community's property. And, at the same time, the country itself omits to set apart sufficient funds for ordinary administrative costs to cover such disasters as those of Longarone, Florence and so on.

The example to be drawn from those building monstrosities that have already ruined so much of our countryside is not enough, it appears, to create a new and different attitude.

As for the protection of ancient towns and buildings, it is peculiarly the policy of the moment to deny their value and to expect that any such protection be limited only to the most important of them, leaving the rest

in the hands of the « free development » planners, to such an extent that their intrinsic value to the community is entirely lost.

To conclude, it is vital that the reasons put forward for the defense of the country's artistic possessions are not limited to special circumstances only, such as the removal of ancient places from the control of city planning projects, for independent consideration.

If anything new is to be expressed on the matter, our reasons must be founded more coherently: the world of the memory, a premise for any real culture, must become an active basis for the struggle against unlimited, uncontrolled construction: an authentic sense of creativity must be developed which by its very nature will enrich and not contradict these memories.

Only in this way will it be possible to show that our reasons have been reconsidered to fit much more important requirements than those on which both the old and the new formalism is based.